

De instellingen bedoeld in artikel 3 kunnen om de steun van het agentschap verzoeken om hen te begeleiden in de uitvoering van de aldus in het beheerscontract bepaalde maatregelen.

In het beheerscontract worden eveneens de nadere regels opgenomen voor de opvolging van de bepalingen waarin voorzien wordt voor de gehandicapte personen en voor het overmaken van de informatie aan het agentschap.

**Art. 5. § 1.** De rechtspersonen bedoeld in artikel 3, § 2, van dit decreet vullen hun jaarlijks informatieverlag aan met een overzicht van de maatregelen die zij beogen voor het wegnemen van toestanden en zaken die de gelijke behandeling van personen met een handicap verhinderen.

Zij kunnen om de steun van het agentschap verzoeken om hen te begeleiden in het normeren en/of overzichtelijk maken van die maatregelen.

§ 2. Dat jaarlijks informatieverlag wordt aan het agentschap overgemaakt.

**Art. 6.** Alle drie jaar, en voor het eerst in 2015, stelt het agentschap een verslag op met betrekking tot de uitvoering van het decreet en maakt het aan de Regering over.

Vervolgens maakt de Regering het verslag over aan het Waalse Parlement.

**Art. 7.** Dit decreet treedt in werking op 1 december 2013.

Ten opzichte van de instellingen bedoeld in artikel 3 van het decreet die over een beheerscontract beschikken op 30 november 2013 is dit decreet van toepassing na afloop van het lopend beheerscontract.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Waals Parlement, 843 (2012-2013) Nrs. 1 tot 8.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 9 oktober 2013.*

Bespreking.

Stemming.

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/205648]

**10 OCTOBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code décretaal wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre IV, article 283;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, deuxième partie, Livre 5, Titre 7, Chapitre 2;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 20 juin 2013;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 octobre 2013;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 octobre 2013;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1<sup>er</sup>;

Vu l'urgence;

Considérant que des adaptations sont nécessaires pour pouvoir fixer le montant des subventions octroyées pour l'année 2013 aux services d'aide précoce et aux services d'accompagnement pour adultes destinés aux personnes handicapées;

Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.

**Art. 2.** L'article 545 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est complété par le 13<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup> Entité liée : l'entité liée à une association est l'entité telle que définie à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 19 décembre 2003 relatif aux obligations comptables et à la publicité des comptes annuels de certaines associations sans but lucratif, associations internationales sans but lucratif et fondations. »

**Art. 3.** L'article 591 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 591. § 1<sup>er</sup>. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'AWIPH au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable.

§ 2. Ces comptes doivent être accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées. La comptabilité de ces entités doit par ailleurs pouvoir être consultée à la demande par les services de l'AWIPH.

§ 3. L'exercice comptable correspond à l'année civile. »

**Art. 4.** L'article 592 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 592. Dans les cas où des prestations sont effectuées par une entité liée, les prestataires actent leur présence au registre du personnel. »

**Art. 5.** Dans l'article 612, alinéa 2, du même Code, le nombre de « 1.000.000 » est remplacé par « 1.025.000 ».

**Art. 6.** Dans l'article 620 du même Code, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le contrôle de l'utilisation des subventions par l'AWIPH se réalise sur des périodes de trois ans. A l'issue de chacune d'elles, si le montant total des charges admissibles est inférieur aux subventions correspondantes, la différence est récupérée, déduction faite des récupérations visées au § 1<sup>er</sup>. »

**Art. 7.** Dans l'annexe 57 du même Code, le premier alinéa du point A est remplacé par ce qui suit :

« Master en sciences psychologiques, sciences de l'éducation, sciences de la famille et de la sexualité, kinésithérapie ou logopédie

Les porteurs du diplôme octroyant un de ces titres requis pour l'exercice de ces fonctions. »

**Art. 8.** L'annexe 60 du même Code est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

**Art. 9.** Dans l'annexe 61 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> au point II, le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les directeurs sont tenus, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire à la condition suivante :

- soit avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de gestion de l'AWIPH;

- soit avoir réussi les modules de la spécialisation « Cadre du secteur non-marchand » organisé par l'enseignement de promotion sociale :

a) « Approches des pratiques managériales »;

b) « Stratégies d'organisation »;

c) « Gestion de l'organisation »;

d) « Exploitation des instruments comptables et budgétaires »;

2<sup>o</sup> le point II est complété par le paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Le directeur, titulaire d'un master en ingénierie et action sociales est exempté de la formation complémentaire prévue au § 2. »

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2013 à l'exception de l'article 6 qui entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

**Art. 11.** La Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

## ANNEXE

### ANNEXE 60 — Principes d'admissibilité des charges visés à l'article 621

#### PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

1. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants :

1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;

2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le Service a été subventionné;

3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;

4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;

5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. Dans le cas où les charges résultent d'échanges entre entités liées, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;

6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;

7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;

8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets;

9) elles ne peuvent être afférentes à l'octroi d'avantages en nature.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour les agents de la Région wallonne;

2) les biens d'investissements de plus de 500 euros T.V.A. comprise imputés en charge dans un seul exercice;

3) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;

4) le paiement des prestations de service qui n'ont pas fait l'objet d'une déclaration à l'administration fiscale.

5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;

7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;

8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service Public Fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subsventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) Dans les services d'aide précoce et d'accompagnement pour adultes, les rémunérations :

- ne correspondant pas aux échelles barémiques visées à l'annexe 63, à celles applicables aux chefs éducateurs et éducateurs chef de groupe visées à l'annexe 105 ou aux échelles barémiques du personnel des services du Gouvernement wallon sur base du tableau suivant :

FONCTIONS	Echelle barémique du personnel des services du Gouvernement wallon
Educateurs A2 et rédacteurs	C3
Educateurs A1	B3
Assistants sociaux	B2
Coordinateurs	A6
Licenciés en psychologie	A6

- qui ne sont pas établies conformément aux règles reprises aux points I, II et III de l'annexe 61;

2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;

3) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;

4) les charges relatives aux assurances-groupes;

5) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;

6) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;

7) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'Administration fiscale.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :

a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300;

b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301;

c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020;

d. 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extensions visés au compte 63020;

e. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %;

f. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X;

g. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X;

h. l'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires;

i) une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée;

2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;

3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;

4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;

5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les amendes imputées au compte 640;

2) les moins-values sur créances commerciales et autres moins-values visées aux comptes 641 et 642;

3) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidants visées aux comptes 646;

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000 - « Charges financières d'emprunt pour investissements », 65001 - « Charges financières de leasings », 65002 - « Charges financières de crédits de caisse - retards Awiph ou raison impérative », 65003 - « Charges financières de crédits de caisse - Autres », 6570 - « Charges financières comptes bancaires », 6571 - « Charges financières - placements »;

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'Administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'Administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement;

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges exceptionnelles visées au compte 660;

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69;

2.8. divers :

1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;

2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;

3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le Conseil d'administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

1) les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté;

2) le subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale n'est pas déductible des charges;

3) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

4) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

- sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée aux articles 603 à 622, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 588;

- les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée aux articles 603 à 622.

Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 604.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base du Titre 11 ou sur la base du Titre 7, chapitres 1<sup>er</sup>, 2, 3 ou 4 du livre 5 de la deuxième partie du présent code, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité. Cette disposition ne s'applique que pour autant que tous les services constituant l'entité administrative dont fait partie le service agréé sur base du présent Code, soient soumis à un contrôle triennal des subventions.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 octobre 2013 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie, Livre 5, Titre 7, du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé.

Namur, le 10 octobre 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/205648]

**10 OKTOBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het tweede deel, Boek V, Titel VII, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreetgevend deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek IV, artikel 283;

Gelet op het reglementair deel van het Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, tweede deel, Boek V, Titel VII, Hoofdstuk 2;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 20 juni 2013;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 oktober 2013;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 oktober 2013;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat aanpassingen noodzakelijk zijn om het bedrag van de voor 2013 toegekende subsidies vast te kunnen leggen voor de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en de begeleidingsdiensten voor volwassenen voor gehandicapte personen;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

**Art. 2.** Artikel 545 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt aangevuld met een 13°, luidend als volgt :

« 13° Verbonden entiteit : de entiteit verbonden met een vereniging is de entiteit zoals omschreven in artikel 19, § 1, 4°, van het koninklijk besluit van 19 december 2003 betreffende de boekhoudkundige verplichtingen en de openbaarmaking van de jaarrekening van bepaalde verenigingen zonder winstoogmerk, internationale verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen. »

**Art. 3.** Artikel 591 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 591. § 1. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan "AWIPH" overgemaakt uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar.

§ 2. Bij die rekeningen moet een volledige lijst van de verbonden entiteiten gevoegd worden. De boekhouding van die entiteiten moet bovendien op verzoek ingekeken kunnen worden door de diensten van "AWIPH".

§ 3. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar."

**Art. 4.** Artikel 592 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. 592. Als de diensten verleend worden door een verbonden entiteit, moeten de dienstverleners hun aanwezigheid in het personeelsregister aantekenen. »

**Art. 5.** In artikel 612, lid 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het getal "1.000.000" vervangen door het getal "1.025.000".

**Art. 6.** In artikel 620 van hetzelfde Wetboek wordt paragraaf 2 vervangen als volgt :

"§ 2. De controle over de aanwending van de subsidies door "AWIPH" wordt over periodes van drie jaar uitgevoerd. Na afloop van iedere periode wordt het verschil ingevorderd als het totaalbedrag van de toelaatbare lasten kleiner is dan de overeenkomstige toelagen, waarbij de invorderingen bedoeld in § 1 in mindering worden gebracht. »

**Art. 7.** In bijlage 57 bij hetzelfde Wetboek wordt het eerste lid van punt A vervangen als volgt :

« Master in psychologische wetenschappen, pedagogische wetenschappen, gezins- en seksualiteitswetenschappen, kinesitherapie of logopedie

De houders van het diploma dat één van de voor de uitoefening van deze functies vereiste titels verleent."

**Art. 8.** Bijlage 60 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de bijlage die bij dit besluit gaat.

**Art. 9.** In bijlage 61 bij hetzelfde Wetboek worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt II wordt paragraaf 3 vervangen als volgt :

"§ 3. De directeurs moeten binnen vier jaar na 1 september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarde voldoen :

- ofwel de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsverstrekker of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met vrucht hebben gevolgd;

- ofwel de gespecialiseerde lesmodules "Kaderlid in de non-profit", ingericht door het onderwijs voor sociale promotie, met vrucht hebben gevolgd :

a) "Managementmethodiek";

b) "Organisatorische strategieën";

c) "Organisatiebeheersing";

d) "Benutting van boekhoudkundige en budgettaire instrumenten";

2° Punt II wordt aangevuld met een paragraaf 4, luidend als volgt :

" § 4. De directeur, houder van een masterdiploma maatschappelijk engineering en welzijn, is vrijgesteld van de aanvullende vorming bedoeld in § 2."

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2013 met uitzondering van artikel 6, dat op 1 januari 2014 in werking treedt.

**Art. 11.** De Minister bevoegd voor het Gehandicaptenbeleid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
Mevr. E. TILLIEUX

## BIJLAGE

**BIJLAGE 60 — Principes op basis waarvan de lasten bedoeld in artikel 621 in aanmerking worden genomen**  
PRINCIPES OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN

1. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene criteria worden nageleefd :

- 1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een begeleiding door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Als de lasten het gevolg zijn van uitwisselingen tussen verbonden entiteiten, dient de aantoonbaarheid van de lasten door het Agentschap te kunnen worden vastgesteld;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door "AWIPH" te kunnen worden vastgesteld;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) ze moeten in voorkomend geval voortvloeien uit een boeking die uitgevoerd werd op basis van een verdeelsleutel die aan objectieve, realistische en concrete criteria beantwoordt;
- 9) ze moeten betrekking hebben op de toekenning van voordelen van allerlei aard.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden als niet in aanmerking komend beschouwd :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstrekenen boven het percentage dat voor de personeelsleden van het Waalse Gewest voorzien wordt;
- 2) de investeringsgoederen hoger dan 500 euro, btw meegerekend, die als lasten worden toegerekend over één enkel boekjaar;
- 3) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 4) de betaling van dienstprestaties die niet bij de administratie van de belastingen zijn aangegeven;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen :

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw. Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet-geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

$$\frac{\text{ABEX index november (van betrokken boekjaar)}}{\text{ABEX index november (van jaar van vastlegging of laatste wijziging kadastraal inkomen)}}$$

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat dmv omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) In de diensten voor vroegtijdige hulpverlening en begeleiding voor volwassenen, de bezoldigingen :
  - die niet overeenkomen met de weddeschalen bedoeld in bijlage 63, met die geldend voor hoofdopvoeders en opvoeders-groepsleiders zoals bedoeld in bijlage 105 of met de weddeschalen van het personeel van de diensten van de Waalse Regering op grond van volgende tabel :

FUNCTIES	Weddeschaal van het personeel van de diensten van de Waalse Regering
Opvoeders A2 en opstellers	C3
Opvoeders A1	B3
Maatschappelijke assistenten	B2
Coördinatoren	A6
Licentiaten psychologie	A6

- die niet vastgesteld zijn overeenkomstig de regels waarvan sprake in de punten I, II en III van bijlage 61;
- 2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- 3) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 4) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 5) de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;

6) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekingen worden vermeld;

7) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :

a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300;

b. 33 % voor de immateriële vaste activa bedoeld in rekening 6301;

c. 3 % voor bouwwerken en bebouwde gronden bedoeld in rekening 63020;

d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. Uitbreidingen bedoeld in rekening 63020;

e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het informaticamaterieel dat tegen 33 % afgeschreven wordt;

f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X;

g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X;

h. Eén van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goeden voor het leasingcontract en andere gelijkaardige rechten;

i) een afwijking van die percentages kan door het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn;

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de op rekening 640 aangerekende boeten;

2) de minderwaarden op handelsvorderingen en andere minderwaarden bedoeld in de rekeningen 641 en 642;

3) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang het soort, in de volgende rekeningen : 65000 - "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001 - "Financiële lasten leasing", 65002 - "Financiële lasten kaskredieten - "AWIPH" - uitstel of dwingende reden", 65003 - "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570 - "Financiële lasten bankrekeningen", 6571 - "Financiële lasten - beleggingen";

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten i.v.m. beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660.

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- de kosten voor aanwendingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei :

1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3) de lasten betreffende de terugbetalingen van bestuurderskosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

1) de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit;

2) de door de Nationale Loterij verleende werkingstoelage kan niet van de lasten afgetrokken worden;

3) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

4) de lasten betreffende de organisatie van fancy fairs of andere handelingen m.b.t. fundraising, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van onder toezicht staande appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

## 4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

- worden beschouwd als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in de artikelen 603 tot 622, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 588;

- de andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in de artikelen 603 tot 622.

Als de jaarlijkse personeelstoelage niet volstaat om het geheel van de desbetreffende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 604.

## 5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die uit gesubsidieerde diensten bestaat op grond van Titel 11 of op grond van Titel 7, hoofdstukken 1, 2, 3 of 4 van boek 5 van het tweede deel van dit Wetboek, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen. Die bepaling geldt enkel op voorwaarde dat alle diensten die de administratieve cel vormen waarvan de erkend dienst op basis van dit Wetboek deel uitmaakt, onderworpen worden aan een driejaarlijkse controle op de subsidies.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 10 oktober 2013 tot wijziging van sommige bepalingen van het tweede deel, Boek V, titel VII, van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid.

Namen, 10 oktober 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2013/31654]

**4 JUILLET 2013. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 21 février 2013 entre la Communauté française et la Commission communautaire française en matière d'intégration et d'inclusion scolaire pour les jeunes en situation de handicap**

*Article premier*

Le présent décret règle en vertu de l'article 138 de la Constitution des matières visées aux articles 127 et 128 de celle-ci.

*Article 2*

Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 21 février 2013 entre la Communauté française et la Commission communautaire française en matière d'intégration et d'inclusion scolaire pour les jeunes en situation de handicap. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Bruxelles, le 4 juillet 2013.

Le Président du Collège,  
Ch DOULKERIDIS

Le Membre du Collège en charge de la Politique  
d'aide aux personnes handicapées,  
E. Huytenbroeck

**Accord de coopération entre la Communauté française et la Commission communautaire française en matière d'intégration et d'inclusion scolaire pour les jeunes en situation de handicap**

Les Parties,

Vu les articles 1<sup>er</sup>, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1<sup>er</sup>;

Vu le décret de la Communauté française du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre;

Vu le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 4 mars 1999 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2013/31654]

**4 JULI 2013. — Decreet houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake geïntegreerd en inclusief onderwijs voor jongeren met een handicap**

*Artikel 1*

Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, bepaalde aangelegenheden bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

*Artikel 2*

Het samenwerkingsakkoord van 21 februari 2013 tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake geïntegreerd en inclusief onderwijs voor jongeren met een handicap wordt goedgekeurd. Het samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Brussel, 4 juli 2013.

De Collegavorzitter,  
Ch. DOULKERIDIS

Het collegelid bevoegd voor het Beleid inzake  
Bijstand aan Personen met een Handicap,  
E. HUYTENBROECK

**Samenwerkingsakkoord tussen de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake geïntegreerd en inclusief onderwijs voor jongeren met een handicap**

De Partijen,

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 92bis, § 1;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren;

Gelet op het decreet van 3 maart 2004 houdende organisatie van het gespecialiseerd onderwijs;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 maart 1999 betreffende de sociale integratie van gehandicapte personen en hun inschakeling in het arbeidsproces;